

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

INSERTEMENTS:
Annonces : la ligne, 20 c.
Réclames : » 20 c.
Faits divers : » 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 15 fr.
Six mois, 25 fr.
Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 15 fr.
En France et l'étranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

| GROUPEMENT DES MARCHÉS | |
|------------------------|--------|
| Services commerciaux | |
| 2 Juillet | |
| 3 0/0 | 70 15 |
| 4 1/2 | 100 00 |
| Emprunts (5 0/0) | 106 85 |
| 3 Juillet | |
| 3 0/0 | 70 30 |
| 4 1/2 | 99 90 |
| Emprunts (5 0/0) | 106 90 |

| Services particuliers du Journal de Roubaix | |
|---|-----------|
| Actions Banque de France | 3110 00 |
| Société gén. détache | 478 00 |
| Crédit foncier de France | 645 00 |
| Chemins autrichiens | 468 00 |
| Lyon | 1015 00 |
| Est | 618 00 |
| Ouest | 680 00 |
| Nord | 1296 00 |
| Midi | 790 00 |
| Suez | 667 00 |
| Péruvien | 00 00 |
| Actions Banque ottomane (ancienne) | 000 00 |
| Banque ottomane (nouvelle) | 336 00 |
| Londres court | 25 20 0/0 |
| Crédit Mobilier | 126 00 |
| Turc | 8 75 |

DEPECHE COMMERCIALES
New-York, 3 juillet.
Change sur Londres, 4,88 0/0; change sur Paris, 5,13 0/0.
Valeur de l'or 105 3/8.
Café good fair, (la livre 19 3/4)
Café good Cargo, (la livre) 20 3/8.
Marché terme

Dépêches de MM. Schlagdenhaufen et Co. représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grympez:

Havre, 3 juillet.
Ventes 500 balles, marché calme, prix très-bien tenus.
Liverpool, 3 juillet.
Ventes 5,000 balles, marché ferme.
New-York, 3 juillet.
12 1/4.
Recettes de trois jours 3,000 D.

ROUBAIX 3 JUILLET 1877.

Bulletin du jour

« Je remplirai ma mission jusqu'au bout, » disait hier le Maréchal à l'armée de Paris. Aujourd'hui, le Journal officiel nous apporte une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, dans laquelle M. de Fourton affirme, qu'en vertu de son droit constitutionnel, le Président de la République gardera le pouvoir jusqu'en 1880, — quoiqu'il advienne — et que, d'accord avec la majorité du Sénat, il entend maintenir jusque-là son gouvernement dans les voies conservatrices.
Le ministre espère que les élections faciliteront cette tâche au Maréchal, en lui envoyant des députés déterminés à maintenir la Constitution qui nous régit et à ne pas pactiser avec la politique de la révolution.
La circulaire affirme le droit du ministre de désigner aux populations, les candidats amis du Maréchal, afin qu'il n'y ait plus de malentendu possible. Elle rappelle aux préfets leurs devoirs envers les populations et en-

vers les fonctionnaires; elle prémunit ces derniers contre les menaces et les incitations des adversaires du gouvernement. Leur responsabilité sera couverte par les ministres et cette garantie doit les rassurer, puisque, sur nos trois pouvoirs constitutionnels, deux, — le Président et le Sénat, — sont, dès maintenant, d'accord sur la politique à suivre jusqu'en 1880.

Nous aurons à reparler de cette circulaire, qui portera au comble l'exagération et le désarroi produits dans le camp radical, par l'ordre du jour à l'armée de Paris : la Constitution républicaine à la main, le Maréchal-Président nous déclare bien nettement que sa succession n'est pas vacante. Le vieillard, que M. Gambetta qualifie tantôt de *sinistre*, tantôt d'*illustre*, selon les besoins de sa cause, peut donc poursuivre « ses chères études » en toute liberté d'esprit, pendant trois années encore. Il ne sera pas troublé par les éternels soucis du pouvoir. Nous garderons donc la République conservatrice et mac-mahonienne, jusqu'en 1880. Celle-là ne nous fait pas peur. C'est au pays de nous dire, dans les prochaines élections, s'il veut qu'elle soit calme et féconde en progrès utiles à la France et à la saine démocratie; si se prononcera alors pour les candidats du Maréchal, contre les candidats de la faction des 361.

ALFRED REBOUX.

La Vérité et les 363.

Il n'y a pas une idée dans les polémiques des feuilles républicaines coalisées contre le 16 mai.
Il n'y a que des mots!
Quand nos adversaires nous ont appelés « cléricaux, » « réactionnaires, » « ultramontains, » « autoritaires, » « monarchiques, » ils ont tout dit! Enlevez de leurs articles ces épithètes bruyantes, qui servent à des néologismes effrontés et barbares, il ne reste plus rien!

Aucun journal, organe des 363, n'a encore osé soutenir une discussion sérieuse sur la situation au 16 mai. Aucun n'a consenti à examiner, un à un et loyalement, les griefs formulés par l'opinion publique contre la politique de M. Simon et de ses amis.
Pourquoi?
C'est parce qu'une discussion loyale et sérieuse entraînerait un examen des déclarations faites par ces journaux, durant toute la durée des ministères formés depuis le 20 février 1876 jusqu'au 16 mai 1877, et qu'on écraserait bien vite le Journal des Débats et la République française — pour ne parler que d'eux — sous les citations de leurs propres articles!

Comment ont vécu ces ministères? Leur existence fut des plus agitées. La presse radicale les harcelait de critiques. A la chambre, on les a vus maintes fois en minorité, et les circonstances de leur chute, furent toujours la condamnation du régime qu'ils préconisaient.
Quand le ministre Jules Simon se forma, comment les gauches républi-

caines l'accueillirent-elles? Les départs du cabinet du 13 décembre furent peu brillants. On combattit à la Chambre des députés le droit du Sénat de contrôler le Budget, et M. Jules Simon, qui soutenait le Sénat, n'eut la majorité contre M. Gambetta, que grâce au concours des députés de la droite.

La guerre fut en quelque sorte déclarée dès le premier jour, au cabinet Jules Simon, par le parti républicain. Pour éviter cette guerre, l'octonieux et melliflue président du Conseil fit alliance, il est vrai, avec son ennemi, M. Gambetta, mais personne ne prit au sérieux cette alliance. Le cabinet du 13 décembre n'a jamais été qu'un jouet aux mains de l'ex-dictateur de Tours et de Bordeaux.

Quand survint le 16 mai, la chute de M. Jules Simon était décidée. Il n'y a pas un député de la gauche qui, s'il veut être sincère, puisse soutenir le contraire. Une rupture allait éclater avec M. Gambetta. En renversant M. Jules Simon, qu'on savait être le dernier représentant de la Révolution, susceptible d'être accepté par M. le maréchal de Mac-Mahon, on projetait une crise, non pas seulement ministérielle, mais gouvernementale.

Tout cela est de notoriété publique, dans le monde parlementaire.
Le maréchal connaissait le complot du radicalisme impatient. Il savait que M. Gambetta voulait le pouvoir et que M. Grévy devait être l'étiquette apparente du régime nouveau.

Le 16 mai est venu faire avorter ce complot.
Fallait-il attendre, comme disent certains mécontents, que le complot éclatât? C'eût été une faute. Le maréchal eût perdu en vingt-quatre heures toute son autorité. Déjà on lui avait reproché le choix du Cabinet du 13 décembre. Le parti conservateur en avait éprouvé une grande douleur, et le déconfortement le gagnait. Le jour où le maréchal aurait été acculé à une nouvelle crise et orné en quelque sorte dans l'Élysée par des groupes gambettistes, c'en était fait du pouvoir présidentiel!

Nous avions la guerre civile dans les esprits, et bientôt dans la rue.
Les organes des 363 n'avaient jamais cela, mais c'est la stricte vérité! Ils ne défendent aujourd'hui M. Simon et ses prédécesseurs que parce que l'héritage de ces ministres sans valeur et sans force leur a échappé. Ils ne se plaignent du 16 mai, que parce qu'ils ont été dévançés par les ministres actuels du maréchal.

Le moins surpris en apprenant les résolutions énergiques de l'Élysée, a été M. Gambetta. Il s'est contenté de dire qu'on l'avait trahi... Dans le premier moment, il se savait si coupable qu'il a cru à des mesures violentes rappelant celles du coup d'Etat de 1851. C'est seulement alors qu'il a vu le maréchal se maintenir dans la légalité la plus stricte, qu'il a repris courage et s'est livré à toutes les extravagances de sa faconde oratoire. Et ses amis rassurés ont fait chorus!

De là, la nécessité pour nos adversaires de ne pas engager, un débat sé-

rieux! De là, les mensonges qui abondent dans leurs polémiques verbeuses, les mots ridicules, les épithètes niaisées, les accusations grossières, destinées à donner le change!

Mais on ne vit pas longtemps de ces médiocres ressources. Elles commencent déjà à s'épuiser. Un moment viendra où il n'en restera rien.

La Revue.

Nous avons donné hier quelques détails sommaires sur la Revue. Nous croyons intéressant de reproduire aujourd'hui le récit qu'en donne un journal de Paris :

Le Maréchal-Président de la République a passé en revue, dimanche 1er juillet 1877, à trois heures de l'après-midi, sur le terrain des courses de Longchamps, les troupes de toutes armes stationnées dans le gouvernement de Paris.

Ces troupes, placées sous le commandement en chef de M. le général de Ladmirault, gouverneur militaire de Paris, étaient formées sur quatre lignes de la manière suivante :

PREMIÈRE LIGNE.
Général Hanriot : école de Saint-Cyr, deux bataillons.
Général Geslin, commandant le département de la Seine et la place de Paris : garde républicaine, quatre bataillons.
Sapeurs pompiers, deux bataillons.
Six bataillons de chasseurs à pied.
Un bataillon du 72^e de ligne.
Général de Villers, commandant le département de Seine-et-Oise ; gendarmerie mobile, deux bataillons.
1^{er} régiment du génie, cinq bataillons.
Trois bataillons de la 10^e division d'infanterie.

DEUXIÈME LIGNE.
Général de Brauer : 6^e division d'infanterie, 16 bataillons.
Général Duplessis : 7^e division d'infanterie, 11 bataillons.
Général Garzier : 8^e division d'infanterie (15^e brigade), six bataillons.

TROISIÈME LIGNE.
8^e division d'infanterie (16^e brigade), six bataillons.
Général de Colomb : 9^e division d'infanterie, quinze bataillons.
Général Metman : 17^e division d'infanterie, sept bataillons.

QUATRIÈME LIGNE.
Artillerie, sous les ordres du général de division de Castille.
Général Thomas : 3^e brigade d'artillerie, huit batteries.
Général Vasse Saint-Ouen : 19^e brigade d'artillerie, onze batteries.
Cavalerie sous les ordres du général de division Bonnemains : quarante-quatre escadrons.

A trois heures le canon tonne. C'est le signal de l'arrivée du Maréchal. Le voilà au galop de son cheval; il s'avance vers la tribune, escorté d'un brillant état-major où figurent les attachés militaires d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, d'Italie, de Turquie et de Russie.

Lorsqu'il salue, il est accueilli sur son passage par une immense acclamation de : Vive le Maréchal!
Depuis nos désastres, la France, n'avait pas encore assisté à une aussi imposante manifestation : on applaudit, on crie bravo, on agite les mouchoirs et toutes les têtes se découvrent. Quelques individus salariés probablement et ivres, sans nul doute, essaient de protester par leur attitude, mais ils ne tardent pas à comprendre, écrasés qu'ils sont par le mépris public, qu'il est plus prudent de se taire.

Dans la tribune officielle avaient pris place Mme la marquise de Mac-Mahon, entourée de Mmes de Pourtau, Paris, Brunet. On remarque tous les

ministres, l'ambassadeur d'Allemagne, l'ambassadeur d'Autriche, etc. Le maréchal Canrobert, complètement remis, est assis à la droite de Mme la marquise. Un grand nombre de sénateurs occupent la loge officielle. Personne ne remarque et ne regrette l'absence des députés.

Le Maréchal parcourt au galop le front des troupes, et vient se placer en face de la tribune présidentielle; il a, à sa droite, plusieurs généraux, les officiers de la réserve et de l'armée territoriale.

La chaleur était accablante; on avait eu l'idée de placer au centre du champ de manœuvres où le maréchal, pendant le défilé, est resté immobile plusieurs heures, une sorte de tente pour abriter le chef de l'armée et son état-major; le maréchal s'y est opposé : « Je veux être comme mes soldats, » a-t-il dit. On lui a fait respectueusement observer que le soldat par la marche, pouvait combattre les effets de l'insolation si dangereux pour les hommes, obligés comme le maréchal, de rester immobile, pendant trois heures. « Qu'importe! » a répondu le chef de l'armée.

Et pendant trois heures le président de la République a bravé les ardeurs du soleil sans éprouver de lassitude.

Le défilé commence : voici l'infanterie, la reine des batailles! que de progrès accomplis par notre jeune armée. Elle est devenue digne de notre ancienne armée d'Afrique, d'Italie, de Crimée.

Lorsque nos braves petits chasseurs à pied défilent, les applaudissements éclatent dans les tribunes : leur tenue, le mouvement de leurs bras une régularité parfaite, leur marche assurée font l'admiration de tous.

Puis viennent les gendarmes qu'on salue avec joie.

A ce moment nous sommes témoins de deux accidents qui méritent d'être signalés : un officier de chasseurs, tombe de cheval, en saluant le maréchal de son épée. Deux sergents de ville accourent, un chirurgien constate que le sang jaillit de la rotule et ordonne de transporter le blessé à l'ambulance : « Allons donc ! » crie l'officier. Et, en une seconde, il est en selle et rejoint son escadron.

Un soldat d'infanterie tombe atteint par une insolation : on le conduit, au milieu du champ de manœuvres, sous la tente de M. Rougé. On le saigne, il revient à la vie. Il regarde les régiments défilant : tout à coup, il aperçoit son général, son régiment, son drapeau : Que diront les camarades, murmure-t-il; et nous le voyons endosser son sac, prendre son fusil et courir reprendre sa place au second rang de la compagnie.

Plus loin, un élève de Saint-Cyr tombe accablé par la chaleur; le maréchal passait devant le front des troupes, et le brave garçon trouve assez de force pour se relever et saluer.
Que ne peut-on pas espérer d'une armée où les plus humbles donnent l'exemple de tant de courage?

Le succès de la journée a été pour notre artillerie : nos nombreux canons, les uns noirs et longs, les autres courts et jaunes, d'autres, enfin, brillant au soleil, étaient traînés par six chevaux. Les canons de chaque batterie offraient à l'œil des spectateurs une ligne horizontale. Il est impossible de manœuvrer avec plus d'habileté et de régularité.

Les applaudissements ne cessaient pas. Nous avons vu l'attaché militaire d'une nation étrangère, qui faisait partie de l'escorte du Maréchal, se déplacer

pour mieux jurer de l'état de notre artillerie, et ses mouvements de tête nous disaient assez en quelle haute estime il avait notre artillerie et nos braves artilleurs.

N'oublions pas notre grosse cavalerie : nos dragons, nos cuirassiers; le public leur a témoigné sa vive satisfaction. Après le défilé, dans l'exécution d'un mouvement de conversion, le cheval d'un cuirassier est tombé, entraînant son cavalier; celui-ci allait être écrasé, lorsque un de ses camarades, qui arrivait au galop derrière lui, fait faire demi-tour à sa monture; reçoit le choc des autres cuirassiers et donne ainsi au soldat le temps de se relever.

A la fin de la revue, lorsque le Maréchal a quitté le champ des manœuvres, des milliers de cris « Vive le Maréchal ! » ont retenti; Mme la Maréchale de Mac-Mahon, en quittant la tribune, a reçu aussi, sur son passage, les marques les plus vives de respectueuse sympathie.

Encore un de moins.

Voici une nouvelle modification du chiffre fatidique des 363.

On nous écrit de Tournon : M. Rouveure, député de la deuxième circonscription de Tournon, annonce, dans une lettre au journal d'Annonay, qu'il retire sa candidature et renonce à la lutte contre son concurrent, conservateur centre droit libéral, M. la Ceze. Il engage ses électeurs à voter pour un candidat indépendant, sans oublier toutefois qu'ils sont en République. Ce conseil cause une joie universelle.

Il est juste d'ajouter que les *trousses*, non moins enchantés de la retraite de M. Rouveure, se disposent à porter un jeune candidat dont le nom serait peut-être une recommandation si ces recommandations-là pouvaient suffire. Mais M. Boissy d'Anglas a eu le malheur de commencer sa carrière publique par un échec ridicule. Il s'est fait battre aux élections municipales par son domestique. Et, ce qu'il a de plus curieux, c'est que des deux candidatures, c'était la candidature d'homme qui s'appuyait sur les radicaux, tandis que le domestique, au contraire, faisait appel aux hommes d'ordre et se déclarait résolument conservateur.

La guerre d'Orient.

On télégraphie le 30 juin de Schoumla à la Gazette de Cologne :

« J'ai assisté aujourd'hui au bombardement de Routschouk. La plus grande partie des maisons, tous les hôpitaux et consuls sont ou complètement détruits ou fort endommagés. La détresse est épouvantable. Près de 130 personnes de la classe civile, surtout des femmes et des enfants, ont été tués ou mutilés.

« Les soldats n'ont été blessés que dans les hôpitaux. Les Russes n'avaient pas annoncé ce bombardement, et ont jeté, dès le commencement, des projectiles de gros calibre dans la ville proprement dite. Les Turcs ont d'abord épargné Giurgewo.

« Eschref-Pacha a demandé des instructions à Constantinople, et on lui a répondu qu'il devait user de représailles. C'est alors seulement que le feu des batteries turques fut dirigé contre Giurgewo.

« Plusieurs maisons ont été incendiées à Routschouk, mais les Russes ne peuvent obtenir aucun autre résultat en bombardant Routschouk, et Slobodzia

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 4 JUILLET 1877
— 32 —

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE
XXII
(Suite.)

Nastia avait disparu comme dans un trou de souris.
Il eût voulu mettre tous ses gens et sa famille en hâte pour faire honneur à son hôtesse; puis l'idée lui vint qu'il ferait mieux d'aller à sa rencontre, et il se précipita sur l'escalier, tout rouge, tout hors d'haleine, au moment où la vieille dame, portée sur un pilant par deux domestiques, arrivait à la dernière marche.

— Quel heureux hasard me procure l'honneur... balbutia M. Milaguine encore essoufflé, lorsqu'ils furent tous les deux confortablement assis dans le salon.
— Ah! Paul Nicolaitch, ce n'est pas un hasard, répondit madame Avérief en haussant légèrement les épaules: si vous saviez! Vous allez dire que je suis folle; eh bien, je vous donne ma parole que je me demande depuis hier soir si ce n'est pas la vérité. Où est Nastia?
— Je ne sais pas. Elle était là quand

nous avons vu arriver votre voiture, et elle a disparu!... elle est peut-être allée faire un peu de toilette...

— Soyez tranquille, vous ne la reverrez pas avant que je ne la demande moi-même.
— Ah! vous croyez? fit M. Milaguine indécis.

Il n'y comprenait rien du tout.
— A quoi bon les préambules? reprit madame Avérief: allons au fait. Je viens, au nom de mon petit-fils Serge, vous demander la main de votre fille Anastasie.

M. Milaguine, malgré sa corpulence, fit un bond formidable dont gémit son fauteuil.
— Oui, oui, répéta madame Avérief en hochant affirmativement la tête, vous avez bien entendu, et je ne suis pas folle. Serge vous demande la main d'Anastasie.

— Voyons, dit M. Milaguine abasourdi; mais si ce n'est ni vous ni moi, c'est lui qui est fou?
— Ah! pour cela, c'est autre chose, je vous l'accorde. Cependant il paraît que c'est sérieux.
— Sérieux! Quel âge a-t-il?
— Dix-neuf ans et quatre mois.

M. Milaguine se mit à rire de si bon cœur, que madame Avérief perdit aussi sa gravité. Quand ils eurent fini de rire :
— Il se moque de nous, dit M. Milaguine; il faut lui donner les verges et le renvoyer au corps des pages.
— On ne veut plus de lui; il a fini ses classes! répondit madame Avérief avec

une certaine disposition à la gaieté. C'est sérieux, vous dis-je. Quel âge a Nastia?
— Je n'en sais rien; — quatorze ans, — non, quinze ans révolus... je ne sais pas bien. Attendez, je vais vous dire...

— Ce n'est pas la peine, interrompit madame Avérief, Nastia aura seize ans la semaine prochaine. Comptez; est-ce vrai?
— C'est vrai, fit après un petit calcul M. Milaguine, de plus en plus bouleversé; comment le savez-vous?
— C'est Serge qui me l'a révélé. Pas n'est besoin de vous expliquer qu'ils sont d'accord.

— D'accord?... Oh! les scélérats! Nastia!
Il roulait farieux vers la porte du salon. Madame Avérief le rappela.

— Ecoutez donc, Paul Nicolaitch, ils s'aiment, ces enfants! Ce n'est pas absolument leur faute. Vous voyez, je suis venue moi-même, — elle appuya légèrement sur le mot, — c'est une preuve que je ne désapprouve pas ce projet. Ils sont bien jeunes, c'est vrai, mais le mariage est une si singulière loterie! Ceux qui réunissent toutes les conditions de bonheur tournent quelquefois bien mal... Enfin, que voulez-vous, ils s'aiment, marions-les pendant que nous sommes encore là pour les surveiller et leur apprendre à vivre.

— Mais il n'y a plus d'enfants! s'écria pitoyablement le brave homme. On se mariera bientôt en quittant sa nourrice! Nastia porte encore des robes courtes, et vous voulez... C'est absurde!

— Oui, c'est absurde. On va lui faire des robes longues tout de suite; et nous les marierons... quand?

— Mais je ne veux pas les marier du tout! s'écria M. Milaguine dans l'excès de son indignation. Comment! la princesse s'est mariée à vingt ans avec un homme de trente, et cette petite fille veut épouser un garçonnet à peine hors de page!

Il avait fait deux ou trois fois le tour de l'appartement : sans s'en apercevoir, il éprouva le besoin de se reposer et se laissa choir dans un grand fauteuil. Ce changement apporta une modification à ses idées.

— Racontez-moi comment ce blanc-bec vous a annoncé cela, dit-il moitié fâché, moitié rieur. Ce devait être bien drôle!
— Eh bien, non, ce n'était pas drôle, répondit madame Avérief, et c'est pour cela que je suis venue faire auprès de vous cette démarche d'apparence saugrenue. Hier soir, vers dix heures, Serge est venu me trouver dans ma chambre à coucher; croyant que c'était pour me souhaiter le bonsoir, j'ai levé la main pour le bénir, et lui, au lieu de s'incliner comme d'habitude, s'est laissé glisser à genoux devant moi. Comme je le regardais, un peu surprise, j'ai vu qu'il avait les yeux très-brillants et le teint animé. Je l'ai cru malade, et je n'étais pas sans quelque inquiétude, lorsqu'il me dit tout à coup : — Grand-mère, vous m'avez élevé, vous avez remplacé toute la famille pour l'orphelin; faites

maintenant le bonheur de toute ma vie, en me donnant pour épouse la seule femme que je puisse jamais aimer...

Je vous avouerai, Paul Nicolaitch, que ce discours me plongea dans la stupeur; j'eus un moment grand-peur qu'il ne se fût laissé prendre dans quelque vilaine affaire, — vous savez, un beau garçon, tout jeune... il y a des créatures qui n'ont honte de rien... Aussi je lui dis d'un ton sévère : — Quelle est cette épouse que vous demandez?

— Nastia Milaguine! répondit-il. Oh! grand-mère, je l'aime comme un fou, elle m'aime aussi, nous ne savons plus depuis quand, et nous serons si heureux! Grand-mère, permettez-moi de me marier et suppliez M. Milaguine de ne pas me refuser, car j'en mourrais.

Disons ici que madame Avérief, bien involontairement sans doute, venait de charger d'un mensonge sa conscience jusqu'alors immaculée. Son petit-fils n'avait pas une foi proférer le nom de M. Milaguine, par la raison excellente que l'idée ne lui était pas venue que M. Milaguine pût avoir une volonté à lui. Ce pieux mensonge ne fut pas perdu, car l'excellent homme, touché, murmura à voix basse :

— C'est pourtant un bon garçon, ce Serge : il a le respect de la famille, lui, au moins... Et qu'avez-vous répondu, Prascovia Pétrouva?
— Je lui ait fait toutes les objections que vous avez faites vous-mêmes, mon ami, — et nombre d'autres encore. Mais il a trouvé un argument qui m'a

laissée sans force, e...

La voix de l'aïeule s'altéra sensiblement; elle porta son mouchoir à ses lèvres et s'interrompit.

— Que vous a-t-il dit? fit Milaguine inquiet.

— Voici ses propres paroles : je suis très-jeune pour me marier, trop jeune, je le sais; mais je suis militaire, grand-mère; la carrière que j'ai embrassée, le mien propre, est, de toutes, celle qui convient d'après le désir de mon honore père et le mieux à un Avérief. Je serais heureux de succomber, comme mon grand-père, sur un champ de bataille, en défendant ma patrie; mais si je dois mourir jeune, comme mon père et mon grand-père, qu'au moins nous avons eu, Nastia et moi, la joie d'être heureux de bonne heure, puisque après il pourrait être trop tard...

(A suivre).

Concours philophiles

Dimanche 8 juillet, Noisy-le-Sec, organisé par la Colombe Fidèle, à Paris.
Dimanche 8 juillet, Creil, organisé par la société du Papillon d'Or, à Roubaix.
Dimanche 8 juillet, Bordeaux, organisé par la société du Pigeon d'Or, à Roubaix.
Dimanche 8 juillet, Paris, organisé par la société l'Irondelle, à Tourcoing.
Dimanche 8 juillet, Creil, organisé par la société Union et Progrès, à Mouscron.